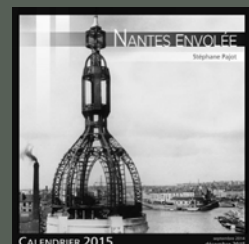
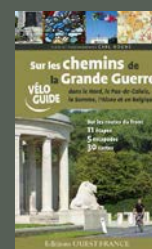
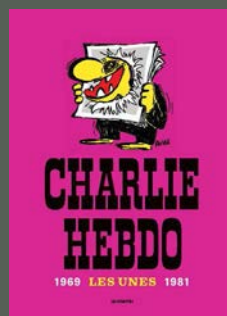
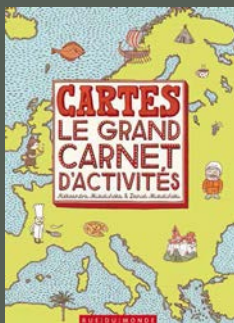
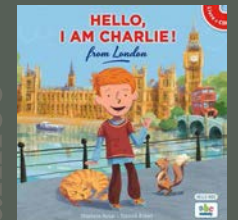
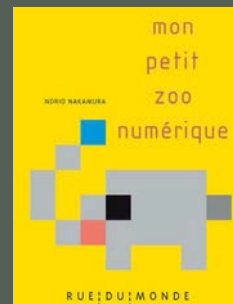
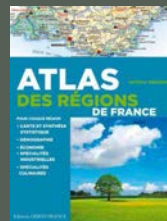


Observatoire du dépôt légal

reflet de l'édition contemporaine

données 2014



En 2015, la Bibliothèque nationale de France participe aux commémorations nationales de l'avènement de François 1^{er}, auquel la BnF doit une de ses missions fondamentales : le dépôt légal, instauré par l'ordonnance de Montpellier en 1537. Cette institution s'est adaptée aux évolutions techniques et sociales, le dépôt légal recouvrant les livres, les périodiques, les documents cartographiques, la musique imprimée, les documents graphiques et photographiques, les documents sonores, les vidéogrammes, les documents multimédias, logiciels et bases de données et, depuis 2006, les sites web. Recouvrant l'ensemble des secteurs de l'édition – professionnelle, associative, littérature grise, publications officielles... – le dépôt légal permet la constitution d'une collection patrimoniale de référence et apparaît comme une précieuse source d'information sur les grandes évolutions de l'édition française.

La BnF poursuit la publication de l'*Observatoire du dépôt légal : reflet de l'édition contemporaine*, dont cette nouvelle édition s'enrichit de données géographiques visant à mieux décrire les zones de production – éditoriale et d'impression – mais aussi, pour les documents cartographiques et iconographiques, les plus représentées dans l'édition. La centralisation francilienne ne surprendra pas tous les lecteurs mais en fonction des supports des nuances importantes s'observent. Pour la première fois, sont également ajoutées des informations sur les auteurs des documents reçus par dépôt légal. Sont ainsi prises en compte sous forme statistiques, lorsqu'elles sont connues, les dates de naissance et de décès afin d'estimer la part d'œuvres récentes ou du domaine public. Pour les périodiques, l'intégration de l'année de création des titres dans les données de l'observatoire permet de montrer la fragilité des nouveaux titres, une grande part des titres en cessation étant des créations récentes.

En 2014, les données de l'Observatoire du dépôt légal ont pu être reprises dans le cadre de quelques études sectorielles sur l'économie de l'édition et des données régionales ont pu être ré-exploitées. Cette nouvelle édition vise à mieux répondre à ces demandes sur la répartition géographique, peu avant la réforme territoriale des régions.

Le présent document, librement téléchargeable¹, est une partie synthétique et commentée des informations statistiques publiées sur le même site.

En fonction des supports, certains ensembles documentaires peuvent cependant être ponctuellement sur ou sous-représentés dans les statistiques, avec un décalage dans le temps en fonction de la date effective du dépôt. Des documents ne sont pas décrits dans cette publication car ils sont traités sous forme de *recueils* qui permettent de regrouper par exemple des publications promotionnelles, éphémères, telles que les horaires, les tarifs, les programmes de spectacle.

Sylviane Tarsot-Gillery, Directrice générale de la BnF



¹ [http://www.bnf.fr/fr/professionnels/depote_legal_definition/s.depote_legal_observatoire.html](http://www.bnf.fr/fr/professionnels/depot_legal_definition/s.depote_legal_observatoire.html)

Table des matières

Livres.....	4
Périodiques imprimés.....	9
Phonogrammes.....	13
Vidéogrammes.....	15
Documents multimédias multisupports.....	16
Documents multimédias monosupport, logiciels et bases de données.....	18
Musique imprimée.....	20
Documents cartographiques.....	22
Documents graphiques et photographiques.....	24
Sites web.....	27
Liste des indicateurs proposés dans le réservoir.....	30

Livres

La dénomination commune de « livres imprimés » recouvre une grande diversité de documents, qui reflète la richesse et la variété des circuits de production et de diffusion de l'imprimé, au-delà de l'édition et de la librairie traditionnelles. Le dépôt légal des livres imprimés présente deux caractéristiques majeures : la masse et la diversité, et permet d'observer un certain nombre de tendances.

La production éditoriale augmente encore

En 2014, ce sont 80 255 livres qui ont été enregistrés, soit 7,3 % de plus qu'en 2013, soit presque l'équivalent de l'augmentation observée sur l'ensemble des deux années précédentes. Ces chiffres reflètent l'ampleur de la production, alors même que, pour des raisons de traitement interne à la BnF, un certain nombre de « livres » ne sont pas comptabilisés dans cette filière mais sont traités comme des périodiques (des volumes à parution annuelle), en documents multimédia (dès qu'ils sont accompagnés d'un support audiovisuel), en documents cartographiques (atlas ou guides de randonnée), en partitions musicales, en documents d'imagerie ou en « recueil » (des documents pédagogiques ou des agendas, par exemple).

Impression et imprimeurs : la baisse du tirage et la concentration du secteur

En 2014, le tirage initial médian déclaré par les éditeurs a diminué, passant de 1 500 à 1 200 exemplaires. En cinq ans, ce tirage est passé de 2 000 à 1 200.

On constate également une baisse des gros tirages initiaux, alors même que le nombre général de dépôts croît : en 2013, 12 479 ouvrages ont été imprimés avec un tirage à plus de 5 000 exemplaires, ce qui représente une baisse de près de 1 000 titres.

En 2014, plus de 2 700 structures d'impression françaises ont été actives, réalisant en moyenne le tirage initial de 19 dépôts. Même si ce nombre de structures est élevé, la concentration est forte. La moitié des 52 591 titres a été imprimée par les 13 principaux imprimeurs.

Le nombre de déposants augmente

Le nombre de déposants actifs, c'est-à-dire de déposants qui font au moins un dépôt dans l'année, augmente également avec 8 325 déposants en 2014, pour 7 660 déposants en 2013 et 7 289 en 2012. Comme les années précédentes le nombre de nouveaux déposants, qui font pour la première fois un dépôt au cours de l'année, est important. En 2014, on relève 2 826 primo-dépôts, soit plus du tiers des déposants.

De très nombreux petits déposants, très peu de très gros

Si près de la moitié des déposants ne réalise qu'un dépôt par an, une minorité réalise la majorité des dépôts. En 2014, les 134 plus grands déposants réalisent la moitié des publications reçues, alors que 4 021 déposants (48,3 % des déposants) ne déposent qu'un seul livre dans l'année. 87,4 % déposent entre 1 et 10 livres, 11 % en déposent entre 11 et 100, et seulement 1 % plus de 100. Seulement 4 déposants dépassent le seuil des 1 000 livres déposés chacun. Cette tendance s'accroît d'une année sur l'autre : ainsi, le nombre de ceux qui ne font qu'un seul dépôt dans l'année est de 3 481 en 2012, passe à 3 660 en 2013 et atteint 4 021 en 2014. Les 87,4 % de déposants qui déposent entre 1 et 10 livres dans l'année assurent 20,8 % du total des dépôts reçus. Inversement, 46,6 % des dépôts sont assurés par le faible nombre de ceux qui déposent chacun plus de 100 livres dans l'année.

Ces pourcentages illustrent non seulement la concentration de la plus grande partie de la production entre un petit nombre d'acteurs, mais aussi un certain éparpillement des déposants, parmi lesquels les auteurs auto-édités représentent une part toujours plus importante (43 % des nouveaux déposants de 2012, et plus du quart des déposants actifs en 2014).

Un palmarès représentatif de la diversité des déposants

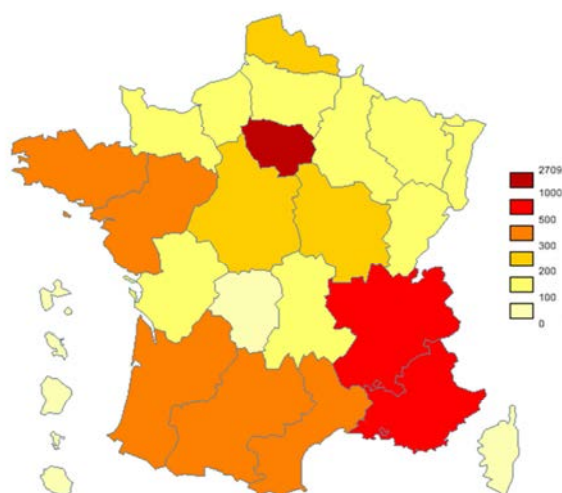
En tête du palmarès des déposants les plus importants en nombre de dépôts, on trouve les mêmes acteurs que les années précédentes : Edilivre, très largement en tête, suivi par L'Harmattan, puis Hachette et Gallimard. En 2014, à eux quatre, ils ont déposé 11 097 livres, soit près de 14 % du total des dépôts. Les noms qui suivent dans le palmarès des 50 principaux déposants en 2014 illustrent leur diversité ainsi que la variété des dépôts. On y trouve en effet :

- les deux grands clubs de livres (Le Grand livre du mois et France loisirs) ;
- des catalogues de vente aux enchères (déposés par la Chambre des commissaires-priseurs) ;
- de grands éditeurs généralistes (Hachette, Gallimard, Flammarion, Albin Michel, Actes Sud, Seuil) ;
- des éditeurs universitaires, scolaires, parascolaires ou techniques (Ellipses, Dunod, Presses universitaires de France, Eyrolles, Nathan, Larousse, Presses universitaires de Rennes, Classiques Garnier, Armand Colin, Vuibert, Techniques de l'Ingénieur, Studyrama, Éditions Auzou) ;
- des collections au format de poche (Librairie générale française, J'ai lu, Pocket, Points) ;
- de la bande dessinée ou des mangas (Glénat, Panini France, MC Productions, Delcourt, Casterman) ;
- des romans sentimentaux ou « populaires » (Harlequin) ;
- de l'auto-édition ou de l'édition proche du compte d'auteur (Edilivre, Éditions du Net, auteurs émargeant à l'ISBN collectif 978-2-7466 ou ayant leur propre ISBN, Books on demand, Persée, Amalthée, Baudelaire, Panthéon) ;
- des livres pratiques (Marabout, Nouvelles éditions de l'Université, First) ;
- des séries vendues par abonnement (Hachette collections) ;
- des livres de développement personnel ou d'ésotérisme (DG Diffusion) ;
- de l'édition pour la jeunesse (Bayard, Fleurus, Milan) ;
- de « beaux livres » (La Martinière) ;
- de l'édition spécialisée (Al-Bouraq) ;
- de l'édition régionaliste (Lacour) ;
- de l'édition juridique (Dalloz-Sirey-Delmas-Juris, Gualino).

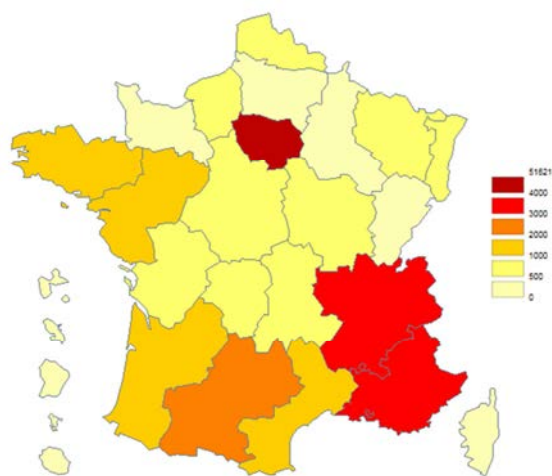
Géographie du dépôt légal

On constate que 20,7 % des déposants sont parisiens, réalisant presque la moitié des dépôts (49 %). L'Île-de-France représente au total près du tiers des déposants (32,4 %), pour deux tiers des dépôts (64,3 %). Cette surreprésentation accrue du nombre de dépôts se comprend également par la moyenne des dépôts par éditeur : 19 pour les éditeurs franciliens, 5 pour les autres régions. Les plus gros déposants sont également massivement de cette région : 17 sur les 20 principaux déposants 2014, Actes Sud étant le plus gros déposant situé en province et constituant avec 548 dépôts en 2014 le 10^e plus gros déposant. Les régions suivantes sont, dans l'ordre décroissant en nombre de déposants : Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte-d'Azur, puis Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon. La répartition des nouveaux déposants est assez similaire, avec 26 % en Île-de-France (13 % à Paris) ; les régions qui comptent ensuite le plus de nouveaux déposants sont Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Languedoc-Roussillon, puis Midi-Pyrénées et Aquitaine.

Nombre de déposants par région²



Nombre de dépôts par région



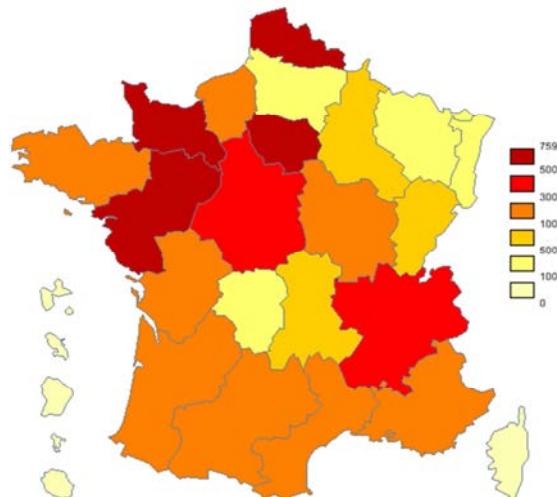
² Cartes de France réalisées avec le logiciel Philcarto.

La répartition géographique de l'activité d'impression est différente. La proportion des tirages initiaux réalisés en France est stable (69 %). Le reste de la production est en provenance essentiellement des autres pays européens (21 % du total ; Italie, Espagne ...) et d'Asie (6 % ; essentiellement en Chine, puis à Singapour et en Malaisie). La part de l'Europe tend à diminuer légèrement. En France, les régions où les impressions sont les plus nombreuses sont la Basse-Normandie, l'Île-de-France, les Pays-de-la-Loire et le Nord-Pas-de-Calais. Ces 4 régions totalisent plus de la moitié de l'activité d'impression.

Répartition en Europe (hors France)³



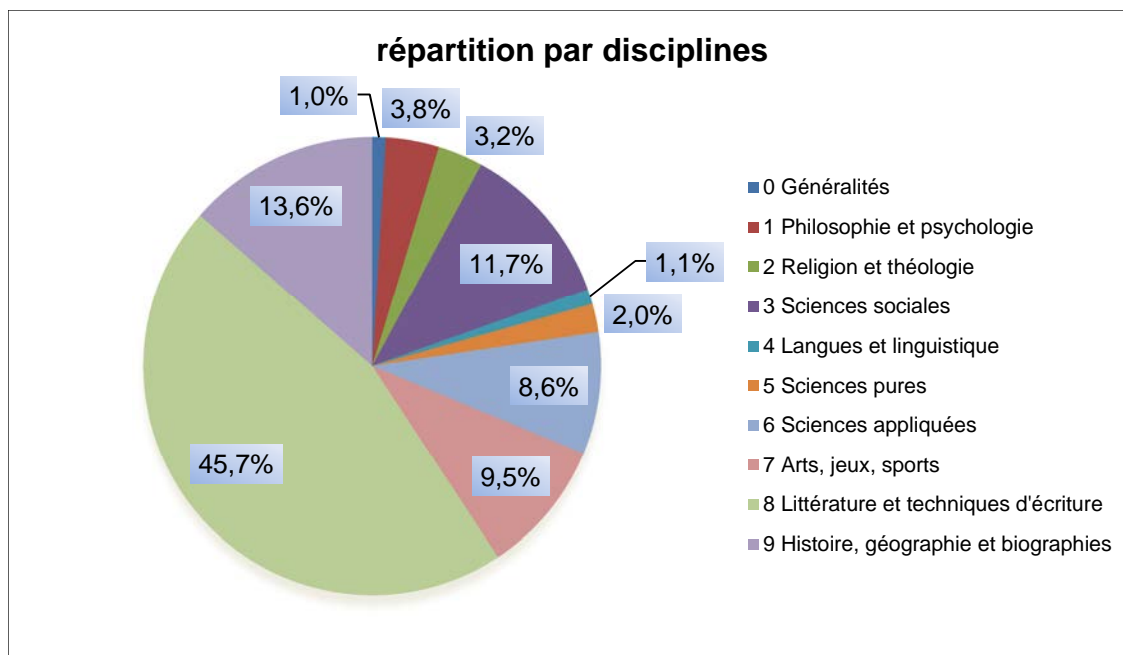
Nombre d'imprimeurs par région



La part de la fiction augmente

Plus de 4 livres sur 10 sont des ouvrages de fiction. En 2014, 38,6 % des publications signalées dans la *Bibliographie nationale française – Livres* sont des **fiction**s. Cette part augmente chaque année. Ces fictions sont réparties en romans (20,9 % du total), poésie (5,1 %), théâtre (1,2 %), bandes dessinées (5,4 %) et littérature pour la jeunesse (8,6 %).

Le secteur histoire, géographie et biographies et le secteur des sciences sociales représentent chacun entre 11 et 14 % des ouvrages. Le graphique ci-dessous indique la part de livres dans chacune des grandes catégories de la classification Dewey :



³ Carte réalisé à partir du site drawmeagraph.com

En incluant les documentaires, le secteur de **l'édition jeunesse** représente plus de 9 000 titres parus en 2014, soit 11,5 % des titres parus. Cette édition jeunesse est constituée pour 4/5 de fictions et 1/5 de documentaires (sciences, biographies et histoire, arts, religion...).

Livre objet

Le livre est fréquemment accompagné d'autres parties ou objets. Il peut s'agir de documents « papier », mais aussi des accessoires d'une grande diversité de formes et matériaux au sein de coffrets. En 2014, 340 coffrets ont été traités à la BnF. En voici un rapide inventaire :

- Pour la cuisine : moule, emporte-pièces, seringue à pâtisserie, tampon à ravioli, guitare à pâtes, râpe, poche à douille, emporte-pièce, roulette à pâtisserie, glaçons en pierre, zesteur, gant de cuisine.
- Pour le bien-être et le maquillage : mascara, vernis à ongle.
- Des jeux ou loisirs créatifs : pelote de laine, aiguilles, perles, anneaux, fermoir, peinture pour textile, fil de scoubidou, pâte à modeler, crayons, jeux de cartes et memory, puzzles, jeu d'échecs, queue de billard démontable, stéthoscope.
- Ou bien encore : sachet de graines à planter, bol de méditation, pendule, sarment de la Romanée-Conti, médailles de saints protecteurs, baguette magique.

De nombreuses traductions

La proportion de publications traduites est très importante, avec plus de 14 200 livres traduits, soit environ 18 % de l'ensemble des parutions reçues. Si plus de la moitié de ces traductions vient de l'anglais (7 903), il faut encore signaler l'importance du japonais, deuxième langue originale de traduction, avec 1 549 titres signalés en 2014. Les traductions sont plus nombreuses dans les domaines de la fiction : elles représentent 26 % de la littérature pour la jeunesse (19 % pour l'anglais), 27 % des romans (20 % de la littérature publiée est traduite de l'anglais) et la moitié de la bande dessinée (31 % pour le japonais, 14 % pour l'anglais).

Œuvres contemporaines et domaine public

On peut remarquer que la très grande majorité des œuvres reçues au dépôt légal sont produites par des auteurs nés au 20^e siècle.

Parmi les 78 367 livres signalés en 2014, l'on connaît la date de naissance de l'auteur principal 46 928 fois. Pour les autres cas, il s'agit soit d'œuvres récentes pour lesquelles les dates biographiques des auteurs n'apparaissent pas, soit d'œuvres collectives. La très grande majorité de ces auteurs dont des éléments biographiques sont connus est née au 20^e siècle (43 877). Quelques-uns sont même nés après 2001 (20). En 2014, 175 livres ont été rédigés par des auteurs mineurs (nés après 1996).

En remontant dans le temps, 2 144 titres publiés en 2014 proviennent d'auteurs nés au 19^e siècle, 362 du 18^e.

Les dates de décès peuvent également être mentionnées. On peut alors observer que 2 243 œuvres ont été rédigées par un auteur principal mort depuis plus de 70 ans et sont donc, pour leur version originale, dans le domaine public. Il s'agit pour près de la moitié d'œuvres de fiction : 23 % sont des romans, 7 % de la poésie, 6 % du théâtre, 7 % de la bande dessinée ou de la littérature jeunesse. On remarque également la part importante des biographies et correspondances (16 %), de la religion (8 %), de l'histoire (5 %), de la philosophie (4 %).

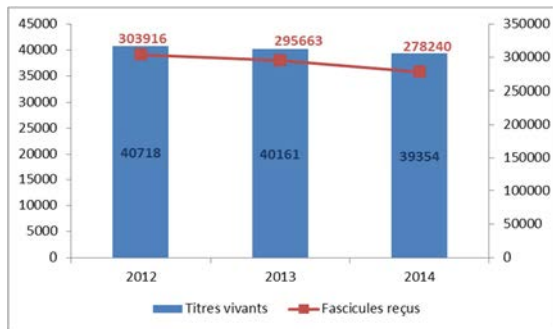
Périodiques imprimés

En 2013, la BnF a reçu par dépôt légal 39 354 titres de périodiques imprimés, ce qui représente environ 278 000 fascicules différents reçus. Ces publications traitées sous forme de périodiques et faisant l'objet d'un signalement dans la *Bibliographie nationale française – Publications en série* comprennent :

- les titres de la presse, au sens usuel : journaux, magazines, revues, bulletins⁴,
- les publications à mises à jour régulières présentées sous reliure mobile (dénommées « publications à feuillets mobiles » (PFM)),
- certaines publications annuelles : annuaires et répertoires, rapports d'activité des organismes publics et des grandes associations, recueils de données statistiques des organismes publics, rapports scientifiques ou techniques produits par des organisations, chronologies, catalogues périodiques de manifestations d'art.

La production éditoriale

Le volume global de périodiques reçus est en baisse douce mais constante, tant sur le nombre des titres vivants que sur le nombre des fascicules reçus, ce qui confirme la tendance annoncée dans les éditions précédentes. La baisse du nombre des titres en cours de parution s'accuse. On comptabilise 807 titres en moins entre 2013 et 2014 (contre une baisse de 557 entre 2012 et 2013). Pour la première fois le nombre de titres vivants passe sous la barre des 40 000 et pour la seconde année consécutive le nombre de fascicules reçus sous la barre des 300 000.



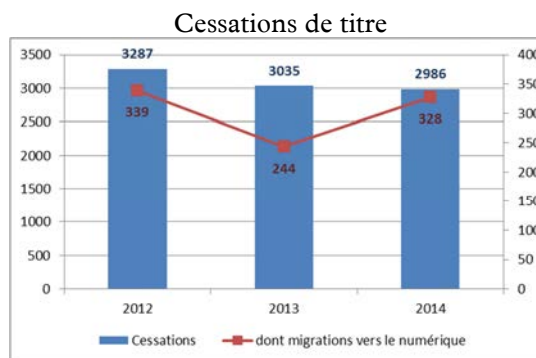
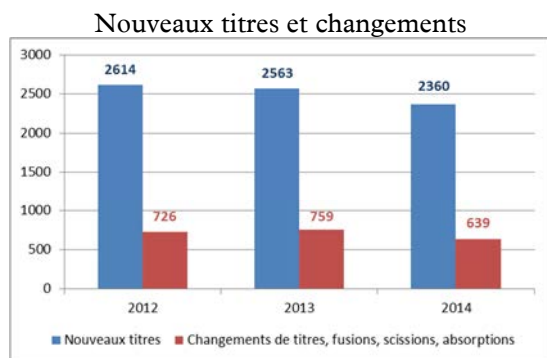
Nouveautés et cessations de parutions

Le nombre de nouveaux titres et de changements de titre enregistrés aux entrées périodiques continue de s'infléchir depuis quelques années. Entre 2012 et 2013 on relevait une baisse de 51 nouveaux titres, contre 203 entre 2013 et 2014. La tendance à la baisse s'accuse et illustre une certaine morosité du secteur.

Le nombre de cessations de parution enregistrées continue également à baisser depuis plusieurs années consécutives. On constate qu'il reste cependant supérieur au nombre de nouveaux titres déposés⁵. Le nombre de migrations enregistrées vers le format numérique, après avoir chuter en 2012, revient à son niveau moyen aux alentours de 300 titres repérés.

⁴Ces titres se répartissent en plusieurs catégories : presse politique et d'information générale ; presse magazine (généraliste et thématique) ; presse professionnelle (hors revues de niveau recherche) ; revues scientifiques et assimilées (niveau étude et recherche) ; revues de création (arts, lettres) ; presse des administrations publiques et des collectivités territoriales ; presse d'expression politique ; presse syndicale ; presse confessionnelle ; presse de la société civile : presse associative, fanzines, presse des mouvements de pensée, presse mutualiste.

⁵ Hors changements de titre qui statistiquement n'impactent pas le nombre de titres vivants : un titre remplace un autre dans le catalogue.



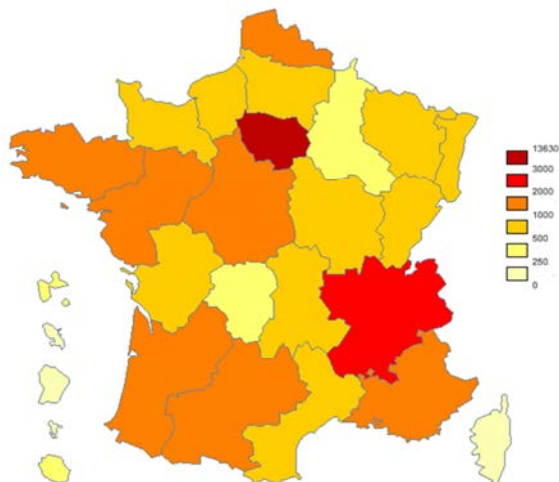
En 2014, malgré la baisse du nombre des titres vivants, la date médiane de parution reste 2000. Une étude menée sur les dates de parution des titres vivants et l'âge des publications au moment de leur cessation complète cette donnée. L'examen des dates de parution montre que 25% des titres vivants ont plus de 25 ans. Sur 2 986 titres dont la cessation de parution a été constatée en 2014 (parfois de façon rétrospective) - ou pour lesquels on a procédé à abandon - presque la moitié avait de 0 à 6 ans. On notera également avec intérêt que 12% sont morts avant leur date anniversaire. Ces différents chiffres montrent que l'édition de périodiques subit une crise : moins de titres sont créés et leur durée de vie est raccourcie, soit parce qu'ils ne trouvent pas leur public, soit pour des raisons financières, soit pour des raisons de stratégies éditoriales. Certains éditeurs font en effet le choix de multiplier les titres sur des durées courtes et de renouveler leur offre en permanence. C'est le cas notamment des éditeurs de presse magazine dite "low-cost" (magazines people et real-tv, à sensation, etc.). Les publications les plus anciennes ne semblent pas menacées par cette crise et restent pérennes. Ce sont essentiellement les nouvelles publications qui peinent à s'imposer.

Répartition par pays et par langue

94,2 % des périodiques vivants reçus par dépôt légal en 2014 sont édités en France métropolitaine ; 4 % en France d'Outre-Mer. La prédominance francilienne ne se dément pas avec toujours 42 % des publications éditées en France et dont le siège se situe en Ile-de-France. Les cinq régions dans lesquelles on édite le plus après l'Ile-de-France sont, par ordre d'importance : Rhône-Alpes (2 782 titres), PACA (1 663), Aquitaine (1 484), Midi-Pyrénées (1 335) et Pays-de-la-Loire (1 271).

La répartition pour les nouveaux titres confirme la prédominance francilienne. 2 610 titres sont édités en France métropolitaine (soit 95% du total), dont 37% dans la région Ile-de-France (914 à Paris et dans la petite couronne, 1 010 dans les départements de la grande couronne). Les dix départements que l'on retrouve en tête du classement sont les suivants : Paris (602 titres), les Hauts-de-Seine (200), la Vienne (83), le Rhône (68), la Haute-Garonne (67), les départements d'Outre-Mer (64), la Seine-Saint-Denis (59), les Alpes-Maritimes (57) et le Val-de-Marne (53).

Nombre de titres vivants par région

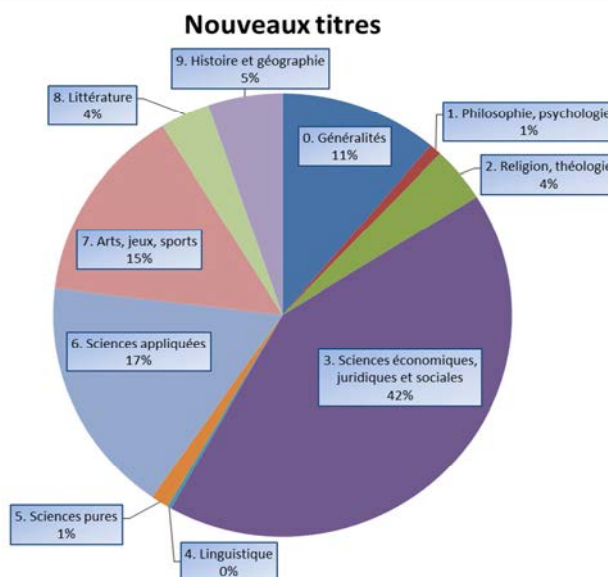


Sans surprise, c'est toujours la langue française qui domine à hauteur de 96,2%. La seconde place est occupée par les publications anglophones (1,9%). Elles se répartissent principalement sur les classes 300 (dans les disciplines relatives à l'économie surtout) et 600 (notamment dans les disciplines "médecine, santé" et "sciences de l'ingénieur"). Les principales langues parlées dans le monde sont également représentées. La troisième place est occupée en 2014 comme en 2013 par l'espagnol, tandis que l'allemand reste à la quatrième place. On notera le classement entre la seconde et la troisième place des publications multilingues, au total 176 titres. Les langues régionales sont peu représentées en revanche, la première apparaissant au classement étant toujours l'occitan avec 34 titres. Viennent ensuite le basque et le breton avec 15 titres chacun. On constate à cet égard qu'une publication ayant un titre en langue régionale peut renvoyer à un contenu en français.

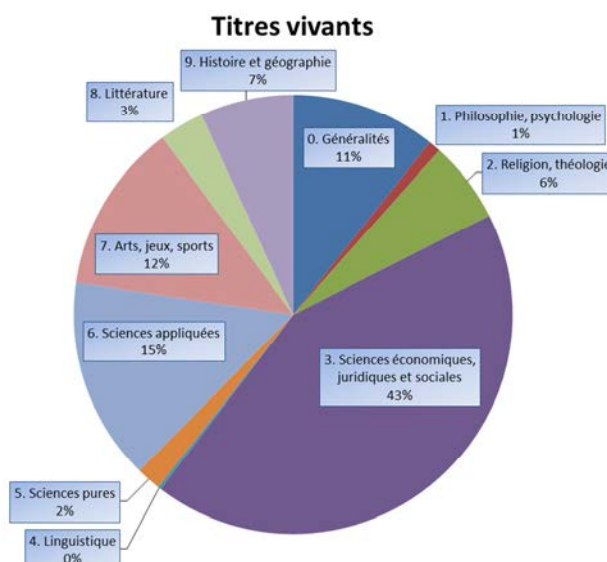
Répartition par thématique

En 2014, le classement par thématique des titres reste inchangé par rapport aux années précédentes. On constate en effet que les sciences économiques, juridiques, politiques et sociales sont les plus représentées, à hauteur de 42,7% des publications vivantes indexées⁶, et 42% des nouveaux titres. Ces thématiques, qui recouvrent de larges secteurs d'activité, comprennent également l'éducation, le logement, l'environnement, le domaine des assurances et mutuelles, le commerce et les télécommunications.

Viennent ensuite pour les titres vivants, comme pour les nouveaux titres, les classes 6 et 7 correspondant aux « sciences appliquées » et aux « arts, jeux et sports ». Le domaine des généralités, qui inclut notamment la presse, c'est-à-dire les journaux et les magazines généralistes, ne vient qu'en quatrième position des titres vivants et des nouveaux titres (11% de ces nouveautés). Ce secteur est néanmoins important avec 269 nouveaux titres, dont 50 magazines généraux, 58 publications pour la jeunesse, 31 journaux d'information générale, 14 magazines féminins et masculins, 22 journaux d'annonces, 78 journaux internes d'entreprise et 16 fanzines. La presse magazine rassemble aussi des magazines thématiques, au nombre à peu près stable (613 nouveaux titres en 2014, contre 646 en 2013 et 570 en 2012), éparpillés sous de nombreuses rubriques en fonction de leurs sujets, dont les deux dominants sont les jeux (95 titres : mots croisés, sudoku...) et le domaine de la cuisine et de la vie pratique et activités domestiques (79 titres : bricolage, travaux d'aiguille...).



⁶ Périodiques vivants parus dans la *Bibliographie nationale française* après 1987 et possédant un indice de cadre de classement.



Répartition par périodicité

Les périodicités les plus longues sont les plus représentées, avec toujours en tête les publications annuelles qui progressent chaque année et représentent en 2014 plus du quart des titres vivants (26,8 %). On trouve ensuite les trimestriels (21,1 %), les semestriels (14,7 %), les bimestriels (10,8 %) et les mensuels (10,5 %).

Répartition par type de publication

Une dizaine de nouveaux livres-magazines, les « mooks », ont continué d'être créés en 2014, tels "Citrus", "Diédent", "L'Esprit de Narvik", "Miroir/miroirs", "Pulp, féminin-masculin", "Portrait, le monde en têtes" ou encore "Well well well".

En 2014, la presse associative est stable par rapport à 2013 et 2012, avec 579 nouveautés (contre 603 en 2013 et 588 en 2012), soit 21 % du total. La presse des associations a pour thématiques principales le domaine social (80 notices), l'histoire locale (47 notices), le secteur des associations des quartiers urbains et des associations généralistes (36 notices) et l'agriculture (27 notices) ; elle compte 71 revues scientifiques, soit 12 % de son total.

Par ailleurs, 2014 voit l'apparition de 182 revues scientifiques (6,5 % de l'ensemble) et de 176 titres de presse professionnelle (6,5%).

Nouveaux titres annoncés	2012	2013	2014
Total des nouveaux titres	3 095	3 250	2 739
Presse magazine	793	819	727
Presse associative	588	603	579
Presse professionnelle	195	218	176
Revue scientifique	181	166	182
Publications pour la jeunesse	121	89	84
Journaux internes d'entreprise	105	124	78
Annuaire et répertoire	97	63	62
Rapport d'activité	82	100	91
Presse nationale et locale d'information générale	64	65	31
Recueil statistique	60	112	90
Bande dessinée	55	38	33
Presse syndicale	52	49	41
Presse confessionnelle	166	139	62
Presse d'expression politique	29	27	33
Journaux d'annonces	22	20	22
Publications à reliure mobile	18	24	10
Fanzines	11	13	16

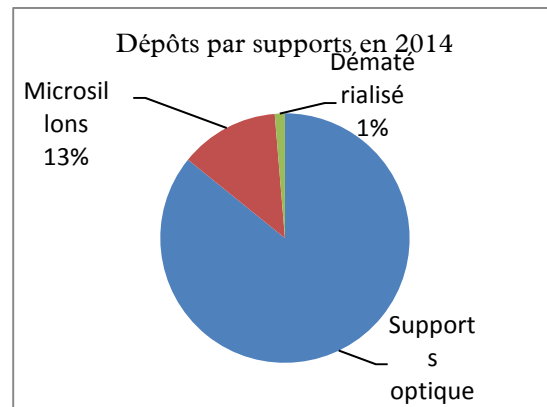
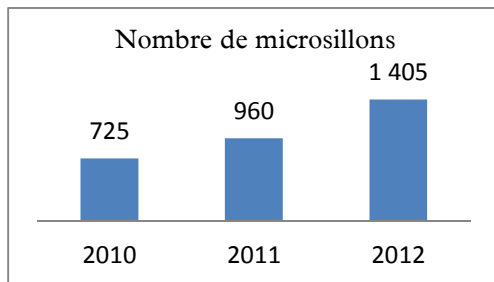
Phonogrammes

Dépôts

	2012	2013	2014
Total des dépôts	14 669	12 507	10 926

Avec près de 11 000 dépôts en 2014 (10 926), le chiffre global du nombre de dépôts reste dans des volumes comparables à ceux enregistrés ces dernières années, bien qu'en nette baisse. Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce phénomène.

Les fichiers dématérialisés et l'économie (et donc la production) en ligne sont des réalités avérées et des phénomènes irréversibles qui ont modifié les rapports entre tous les acteurs de la filière. Mais cette réalité peine à se traduire dans les chiffres du dépôt légal faute d'une infrastructure permettant pour le moment d'absorber la masse de cette édition numérique. Pour autant, le support physique reste le vecteur principal de la musique enregistrée. Pour illustrer ce propos, on relèvera le nombre de vinyles déposés, en constante hausse depuis 4 ans (plus de 1 400 références en 2014). Productions courantes et rééditions "deluxe" de disques noirs se côtoient au sein des collections patrimoniales pour contredire une mort annoncée à plusieurs reprises. Mais alors que de plus en plus de maisons de disques développent des stratégies à 360° où l'artiste doit pouvoir se produire sur scène, sur internet et sur disque, d'autres décident d'arrêter la distribution physique. Ce fut le cas d'Abeille Musique qui a décidé en août 2014 de se consacrer intégralement à sa plate-forme numérique Qobuz qui propose des musiques en haute définition. En attendant de voir ce que l'avenir réserve à une industrie en mutation depuis plusieurs années, il semble bien que ces deux schémas économiques doivent encore cohabiter un certain temps. Dans ce domaine, le dépôt légal rend compte encore de manière très incomplète de la production dématérialisée.

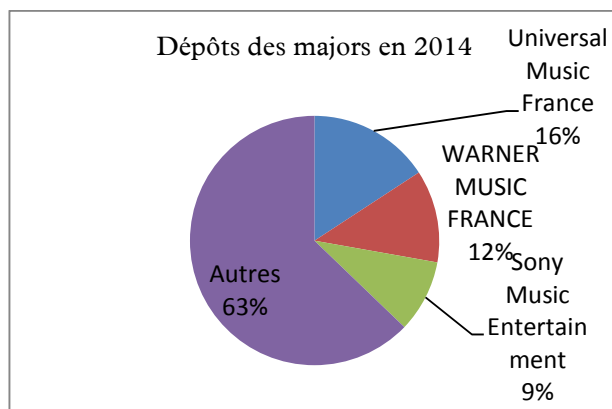


Déposants

	2012	2013	2014
Total des déposants	920	860	845

Le nombre de déposants ayant déposé en 2014 reste lui aussi à un niveau très élevé, malgré une légère baisse par rapport à l'année 2013. Ce chiffre continue de recouvrir des réalités très différentes. La production s'est déployée sur l'ensemble du territoire, et le réseau d'interlocuteurs de plus en plus nombreux du dépôt légal est présent dans toutes les régions, souvent réunis dans des structures qui fédèrent les énergies et les compétences, artistiques et professionnelles. Si une part importante des déposants se trouve toujours en Ile de France (plus de 300 des 845 déposants), la majeure partie se répartit sur quasiment tous les départements, notamment dans certaines régions largement représentées, fortes de leur vitalité : PACA, Rhône-Alpes, Bretagne, Aquitaine et Pays de Loire.

Liste des principaux déposants	2014
Universal	1 723
Warner Music France	1 314
Sony Music Entertainment	1 026
Abeille Musique	872
Harmonia Mundi	562
La Baleine	473
Wagram Music	261
Differ-ant	172
Naïve	167
Magic records	97



Vidéogrammes

Dépôts

Année	2012	2013	2014
Nombre de dépôts	13 277	10 149	8 508

8 508 vidéogrammes ont été collectés au titre du dépôt légal en 2014. S'y ajoutent 234 numéros de périodiques vidéo. En baisse de 16% par rapport à 2013, ce chiffre est comparable à celui des années 2009-2011. Cette baisse concerne de façon équivalente les dépôts de l'édition commerciale (DVD et Blu ray) et ceux de la production audiovisuelle hors édition.

En 2014 comme en 2013, les fichiers numériques représentent plus de 35% des dépôts. C'est en fait la majorité des dépôts hors édition commerciale qui s'effectue aujourd'hui sous cette forme. Le nombre de déposants de fichiers numériques a doublé en 2014 par rapport à 2013 (53 contre 26).

Les chiffres du dépôt légal de l'édition vidéo physique (53% des titres) reflètent la morosité de ce secteur, en recul depuis plusieurs années. Le dépôt légal de la V&D (vidéo à la demande) a commencé à entrer dans les faits mais d'une manière encore expérimentale.

Comme depuis plusieurs années, un gros effort de collecte des vidéogrammes anciens ayant échappé au dépôt légal en leur temps a été mené. Cela se traduit par l'entrée de 979 titres sur supports magnétiques analogiques.

Déposants

Année	2012	2013	2014
Nombre de déposants	595	492	475

Le nombre de déposants reste constant, à 475. 56% sont des éditeurs vidéo, les 44% restant se partagent entre associations, collectivités, entreprises et réalisateurs. Ces productions sont aussi les plus éphémères et donc les plus susceptibles de ne jamais rejoindre les collections patrimoniales.

Liste des principaux déposants	2014
Centre national du cinéma et de l'image animée	872
Pays de Montbéliard agglomération	450
Fox Pathé Europa	414
Carmen	390
Universal StudioCanal vidéo	335
Fédération française de cinéma et vidéo	323
Société nouvelle de distribution	277
Sony music entertainment France	248
Universal Music	246
S. Thébaud	243

Documents multimédias multisupports

Dépôts

Année	2013			2014		
	Monographies	Périodiques	Total	Monographies	Périodiques	Total
Total	1 447	1 398	2 845	1 559	885	2 444

Pour les monographies, le niveau des dépôts a augmenté par rapport à celui de 2013 (1 447 en 2013, 1 559 en 2014), soit une hausse d'un peu plus de 7%. Il reste néanmoins en dessous de 2012 (1 807) et il se rapproche de celui de 2010 (1 563). Pour les périodiques, au contraire, on constate une baisse importante de 36,7%.

Il faut toujours lire les chiffres du dépôt légal en tenant compte de la particularité du multisupports : ils ne correspondent pas au nombre de supports entrés mais au nombre de titres entrés car l'ensemble du document multisupports est comptabilisé comme un seul titre alors qu'il est par définition, et dans la réalité, composé de plusieurs éléments.

Supports

La diversité des supports est toujours aussi importante mais en baisse cette année : 34 supports différents contre 39 l'année dernière. On retrouve la présence dominante des quatre mêmes supports audiovisuels qu'en 2013 : CD-audio (815 supports), DVD-vidéo (310), CD-ROM (301) et DVD-ROM (83). Déjà en progression en 2013, le nombre de « mémoire USB » (clé USB) atteint le chiffre de 83 et fait jeu égal avec le DVD-ROM (également 83 supports déposés). Vient ensuite, le CD-MP3 (59 supports). Plus bas, arrivent les supports de moindre qualité comme le DVD-R (30) et le CD-R (11). Le Blu-ray, dont on pouvait espérer une hausse, ne représente que 13 supports déposés contre 12 en 2013.

Pour la partie imprimée, le livre (1 353) et la brochure (190) restent largement les plus présents.

Déposants

Année	2012	2013	2014
Total	588	514	503

La liste 2014, comme celles des autres années, confirme l'inexistence de déposants spécifiquement multisupports bien que certains aient une production importante. 503 déposants ont effectué un dépôt en 2014 contre 514 et 2013 (588 en 2012, 518 en 2010 et 598 en 2011). Il reste donc assez élevé malgré la légère baisse constatée.

La moyenne 2014 est de 3,09 dépôts par déposant contre 3,93 en 2013. 320 éditeurs soit 63,60% n'ont déposé qu'un seul document en 2014 (313 soit 60,89% en 2013, 357 soit 60,71% en 2012).

Liste des principaux déposants	2014
Clé international	87
Hachette éducation	40
SODIS – Maison des langues	39
Hatier	37
Hachette Livre	33
Fontaine Picard	32
SEP GESEP	31
Retz éditions	27
Sony Music	25
La montagne secrète	23

La présence du secteur de l'édition pédagogique est toujours forte avec CLE International (87 dépôts), Hachette éducation (40), Maison des langues (39), Hatier (37), Hachette FLE (33), Retz (27), Fontaine Picard (32), Bordas (23), Jocatop (19), Nathan primaire (17) et Delagrave (16). Les huit premiers gros déposants sont des éditeurs dans ce domaine.

L'édition pour la jeunesse reste également un secteur très actif avec La Montagne secrète (23 dépôts), Gallimard Jeunesse (23), Bayard Jeunesse (19), Glénat (17), Hachette livre jeunesse (14), Didier Jeunesse (13) et Hachette livre Disney (10). A noter que La Montage secrète est un éditeur québécois distribué en France.

Le secteur du spectacle, de la détente et de l'amusement est également fort représenté avec Sony music (25 dépôts), Universal music (6) et BD Music-BD Jazz (6).

On retrouve des éditeurs spécialisés dans la vente de collection en kiosque et de la vente couplée : SEP GESEP (ex-Cobra, 31 dépôts) et la Société du Figaro (18) mais nettement moins que les années précédentes.

Les méthodes de langues avec Assimil (15) et l'édition pour les enfants avec ABC Melody (15) sont toujours représentées ainsi que l'apprentissage musical avec Lugdivine (15), First éditions (9), Alphonse Leduc (8). Ces deux secteurs sont eux aussi moins actifs que les années antérieures.

D'autres secteurs sont significatifs tels que des éditeurs généralistes avec Le Grand livre du mois (18 dépôts), France Loisir (9), Actes sud (9), Milans éditions (7). On note également les dépôts des éditeurs institutionnels comme le Sénat (9) et l'Institut de France (7), des éditeurs en sciences sociales comme l'Harmattan (12 dépôts). Le droit est représenté par Lamy et Dalloz. Parmi les autres thématiques, on note le développement personnel (Guy Trédaniel éditions, Albin Michel), l'édition pour les enfants en situation de handicap (Benjamin média), l'édition lié au catéchisme des enfants (Bayard presse jeune, Fleurus Mame).

Les périodiques multimédias multisupports

Les titres déposés soulignent une variété dans les thématiques abordées par l'édition : presse spécialisée dans l'informatique (Oracom éditions), presse musicale (Detroit média, Duchateau-voisin, Grands Malades éditions), petite enfance (Bayard presse), magazines pour adultes (Cyber press). D'autres titres sont liés au sport (*Dossier carpe Passion*, Euro Services internet) ou à la médecine (*Edv : Echo-doppler vasculaire*).

Le secteur de la presse est en crise et cela se traduit par la baisse d'année en année du nombre de titres déposés. Beaucoup de titres ont cessé de paraître notamment dans le domaine musical tels que *Elegy Musiques et culture*, *Rock One* et *Rap Mag*.

Documents multimédias monosupport, logiciels et bases de données

Dépôts

	2012	2013	2014
Total des dépôts (monographies)	2 763	2 116	1 873

1 873 documents électroniques sont entrés dans les collections de la Bnf au titre du dépôt légal en 2014. Ce chiffre, dont la baisse reste mesurée grâce à des dépôts rétrospectifs importants notamment de l'IGN avec la base BD Forêt et d'Anuman Interactive, ne reflète qu'imparfaitement la réalité éditoriale. Parmi les nouvelles formes éditoriales constatées, on observe un engouement non démenti pour les jeux-jouets où des figurines et jetons équipés d'une puce RFID permettent d'activer des personnages ou des fonctionnalités dans les jeux. La tendance, lancée par Activision avec la série Skylanders, a été reprise en 2014 par Disney avec la gamme Disney Infinity et par Nintendo avec les amiibo. Toujours dans le secteur des jeux vidéo, la sortie en 2013 de trois nouvelles consoles de salon (la Wii U, la PS4 et la Xbox One) qui ne se sont pas encore imposées mais coexistent avec les consoles de génération précédente a amené une déclinaison du nombre de versions publiées pour les jeux tous publics pouvant aller jusqu'à dix plateformes.

Déposants

Année	2012	2013	2014
Nombre de déposants	213	199	125

125 éditeurs ou distributeurs ont réalisé au moins un dépôt en 2014, ce qui constitue une baisse par rapport aux 199 déposants de 2013 (moins 37 %). Le constat, déjà énoncé pour 2013, a encore pris de l'ampleur en 2014 : faute de temps suffisant à consacrer aux relances (alors même que celles-ci sont devenues indispensables pour obtenir des dépôts) et au démarchage de nouveaux déposants, le nombre de déposants a connu une forte diminution. La baisse concerne particulièrement les déposants moyens (- 43 %), expliquant en bonne partie la baisse des dépôts constatée, avec 43 % de dépôts en moins pour cette seule catégorie alors que la baisse moyenne des dépôts n'est que de 11,5 %.

Ce qui revient à dire qu'en 2014 quelques gros déposants (plus de 50 dépôts) ont assuré à eux seuls la majeure partie des dépôts : près de trois quarts des dépôts (71,2 % avec 1 337 titres déposés). Il s'agit pour l'essentiel de déposants habituels dont la production et la régularité des dépôts ne fléchit pas (Avanquest, Activision). Y figurent également des déposants comme Génération 5 ou encore Anuman Interactive qui, après plusieurs années sans dépôt, ont rattrapé leur retard en effectuant d'importants dépôts rétrospectifs.

La part des petits déposants et surtout des déposants uniques a, elle, continué à baisser (- 29,5 %). Elle reflète, pour une bonne part, la bascule vers une mise à disposition en ligne de l'autoproduction. Le taux de rotation a encore augmenté puisque, sur le total des déposants actifs en 2013, seulement 44 l'ont été également en 2014 soit seulement 22,1 % (contre 34,3 % en 2013). Ces chiffres confirment qu'il n'y a aucune pratique de dépôt régulier inscrite chez les éditeurs de documents électroniques et que des rappels réguliers sont nécessaires pour les faire déposer.

La liste des principaux déposants où se côtoient éditeurs de jeu vidéo et de logiciels d'informatique offre un reflet assez exact des secteurs les plus actifs de l'édition électronique. La présence à leurs côtés d'éditeurs de documents pédagogiques (Génération 5), de publications scientifiques (Bibliothèque) et de recueils de normes (Afnor) ou encore de loisirs créatifs (CDIP avec des motifs de scrapbooking) illustre la diversité de l'édition multimédia.

Liste des principaux déposants	2014
Institut géographique national	342
Anuman interactive	273
EBP Informatique	185
Avanquest France	141
Activision Blizzard	100
Autodesk	98
AFNOR	82
Génération 5	60
Namco Bandai Partners France	56
CFPB	38

Périodiques électroniques

En 2014, la BnF a reçu par dépôt légal 256 titres de périodiques électroniques, représentant 1 538 numéros. Les documents électroniques traités sous forme de périodiques comprennent :

- des titres de la presse, au sens usuel : magazines, revues, bulletins,
- des compléments électroniques aux publications à mises à jour régulières présentées sous reliure mobile (dénommées « publications à feuillets mobiles »),
- des publications annuelles : annuaires et répertoires, rapports d'activité des organismes publics et des grandes associations, recueils de données statistiques des organismes publics

Leur périodicité est très variable, allant de l'hebdomadaire (Groupes d'avis aux navigateurs du SHOM) à l'annuel (Petites affiches).

Le nombre total de périodiques électroniques reçus est en baisse (-15,8 %) tant sur le nombre des titres vivants que sur le nombre des fascicules reçus. Cette baisse s'explique notamment par le passage en ligne d'un certain nombre de titres. 87 déposants se partagent les 256 titres déposés en 2014. La part des gros déposants a augmenté en 2014 puisque, tout en ne représentant que 5,7 % du total des déposants, ils ont assuré 50 % des dépôts (contre 32 % en 2013). A l'inverse, les 2/3 des déposants ne déposent qu'un titre.

Les principaux déposants restent les éditeurs de publications juridiques qui assurent à eux seuls plus de 50 % des dépôts et occupent les 5 premières places du classement des déposants. Viennent ensuite les publications budgétaires des collectivités territoriales qui représentent 42,5 % des déposants et 22,3 % des titres.

Liste des principaux déposants	2014
Editions LexisNexis	54
Wolters Kluwer France	33
Editions législatives	19
Éditions Francis. Lefebvre	11
Editions Dalloz	11
AFNOR	6
Bureau Van Dijk	6
Groupe Centre France La Montagne	5
Managéo	5
Weka	4

Musique imprimée

Dépôts et déposants

En 2014, 2 461 dépôts de partitions musicales et méthodes de musique ont été enregistrés. Ce nombre a beaucoup progressé par rapport à 2013 et retrouve un niveau moyen se situant autour de 2 000 / 2 500 dépôts annuels.

91 éditeurs ont effectué des dépôts en 2014. Ce nombre est légèrement supérieur à 2013 mais on constate une certaine stabilité depuis plusieurs années. On relève 21 nouveaux déposants (dont 6 auto-éditeurs), soit 23 % des déposants, mais cette proportion est en baisse depuis 2012. Le nombre des auto-éditeurs (19) progresse très faiblement (17 en 2013 et 16 en 2012) et ne représente que 1,6 % des dépôts. L'édition musicale imprimée reste donc un secteur où les professionnels sont majoritaires et effectuent près de 90 % des dépôts. Les dix déposants les plus importants réalisent même 85,3 % des dépôts en 2014 :

Liste des principaux déposants	Dépôts 2014
Universal music publishing	878
Henry Lemoine	375
Pierre Lafitan	267
Delatour France	147
La Boîte à chansons	123
Robert Martin	86
Gérard Billaudot éditeur	64
Sempre Più Éditions	61
À cœur joie	54
Symétrie	45

On peut distinguer deux grands secteurs de l'édition de partitions : celui de la musique de variété ou « légère » (882 dépôts), et celui de la musique « sérieuse » (1 579 dépôts).

La musique « légère »⁷

On constate une très forte progression des dépôts en 2014 (565 dépôts en 2013). La major Universal music publishing a effectué la presque totalité des dépôts de musique légère, accusant encore la très forte concentration dans ce domaine de l'édition.

La musique « sérieuse »

Alors que le nombre de dépôts de musique « sérieuse » des deux années précédentes avait connu une certaine stagnation (1 128 en 2012 et 1 123 en 2013), il a beaucoup augmenté en 2014. Les dix déposants ayant effectué le plus grand nombre de dépôts totalisent plus de 51 % des dépôts.

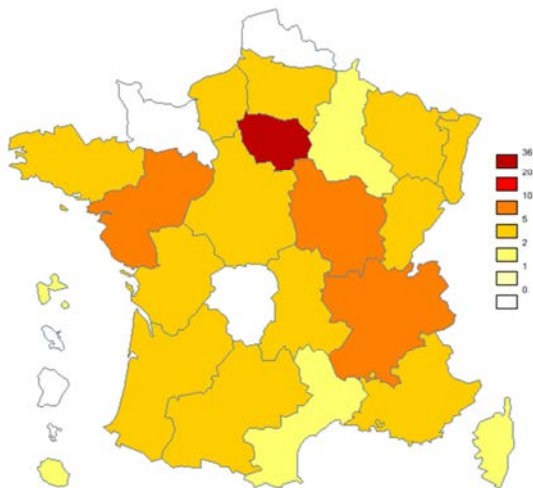
L'édition de partitions de musique contemporaine est bien représentée en 2014 grâce à un important dépôt des éditions Henry Lemoine.

⁷ Les termes « musique légère » et « musique sérieuse » ont été depuis longtemps employés pour distinguer la musique dite « populaire » - principalement la chanson de variété - de la musique dite « classique ». On appelle ici « musique légère » les partitions de chansons de variété éditées en « formats » et que le département de la Musique de la BnF conserve et regroupe depuis 1941 sous une même cote (FOL-VM16).

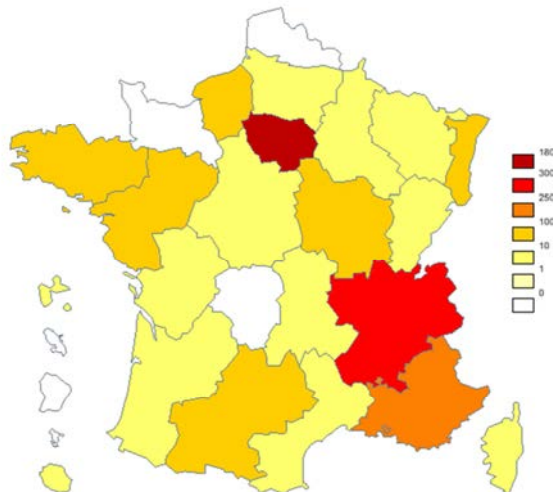
Répartition géographique

La répartition géographique des 91 déposants montre que l'Île-de-France reste la région qui concentre le plus grand nombre d'éditeurs (39,5 % du total, dont plus du quart pour Paris). Elle totalise 73,3 % des dépôts (dont 58,3 % pour Paris). La région Rhône-Alpes rassemble ensuite le plus grand nombre de déposants (8,8 %) et de dépôts (10,5 %).

Nombre de déposants par région



Nombre de dépôts par région



Langues des textes mis en musique

Les notices qui paraissent dans la *Bibliographie nationale française Musique* sont classées par genre musical et plusieurs sections sont consacrées à la musique vocale ou scénique. Dans ces sections, une très grande majorité d'œuvres font appel à la voix, soit en soliste, soit en ensembles vocaux. En 2014, 1 391 notices ont été publiées dans ces sections.

Les principales langues choisies pour les textes mis en musique sont les suivantes :

Langue	Nombre de notices	Pourcentage (sur 2265 notices)
Français	916	65,8 %
Anglais	283	20,3 %
Latin	50	3,6 %
Italien	38	2,7 %

Le français reste la langue très majoritaire dans la même proportion que pour les notices publiées entre 2011 et 2013 (65,7 %).

Le genre « chanson », qui est présent dans 985 notices au total, comporte majoritairement des paroles en français (67 %) et en anglais (27,3 %). L'anglais est presque exclusivement employé pour ce genre musical, correspondant à la chanson de variété. Le répertoire des œuvres pour chœur (œuvres originales ou harmonisées) est le deuxième en importance avec 180 notices (près de 13 % du total). 80 % des textes mis en musique dans ces œuvres sont en français. Le latin (3,6 % des notices) reste la langue majoritairement employée dans les œuvres vocales sacrées.

Documents cartographiques

Dépôts

L'année 2014 a permis, au titre du dépôt légal, l'entrée de 2 469 documents cartographiques⁸. Ce chiffre est artificiellement stabilisé par d'importants dépôts rétrospectifs, mais on constate en 2014 une baisse globale du nombre de nouvelles publications cartographiques.

Parmi les dépôts remarquables de l'année 2014, on peut citer les premières feuilles de la nouvelle « Série bleue » de l'IGN au 1/25 000^e réalisée par l'IGN, qui sera entièrement refondue dans les quelques années à venir. Les débuts de la commémoration nationale de la Première guerre mondiale ont aussi donné lieu à des publications de circonstance, en particulier la carte récapitulative de la Grande Guerre éditée par l'IGN, ou la collection cartographique « Deux cartes, 100 ans d'intervalle » proposée par Michelin. Le tourisme de mémoire a suscité l'édition de plusieurs itinéraires sur le sujet, en particulier pour les régions du Nord-Est de la France particulièrement touchées par les combats de 1914-1918. Plus largement, l'année 2014 a vu une importante production d'atlas thématiques liés à divers sujets : atlas de répartition des espèces (faune et flore) régionales, atlas pour enfants, atlas géopolitiques, etc. De manière plus anecdotique, Caly SARL a déposé plusieurs globes gonflables, documents rarement déposés dans la mesure où la quasi-totalité des objets géographiques sont désormais édités et produits à l'étranger.

Déposants

Pour l'année 2014, 210 éditeurs, imprimeurs ou importateurs ont réalisé au moins un dépôt, ce qui constitue une baisse par rapport aux 264 déposants de 2013. Sur ces 210 éditeurs, 73 déposaient pour la première fois, soit 35 %.

Nombre de dépôts par déposant	Nombre de déposants
1 document	124
2-9 documents	67
10-99 documents	12
100-500 documents	7

L'IGN⁹, dont la production est en forte baisse en 2014 (276 documents, contre 560 en 2013), n'est plus le premier déposant et est dépassé par la Fédération française de course d'orientation, dont le nombre important de documents déposés s'explique par une régularisation rétrospective de plusieurs centaines de cartes. Sur 210 déposants actifs en 2014 (264 en 2013), 19 d'entre eux ont déposé plus de 10 documents, représentant ainsi à eux seuls 85 % des dépôts enregistrés. A l'inverse, 124 d'entre eux n'ont déposé qu'un document dans l'année, soit plus de 59% des déposants actifs : ces dépôts ponctuels sont essentiellement le fait d'offices de tourisme, de petits éditeurs professionnels, d'auteurs auto-édités ou d'associations. En moyenne, on obtient le chiffre de 11,75 dépôts effectués par déposant.

Le dépôt légal importateur n'est le fait, pour 2014, que de deux déposants : Cartothèque et Express Map, qui ont déposé à eux deux 317 documents, soit 12,8 % du total des déclarations de l'année.

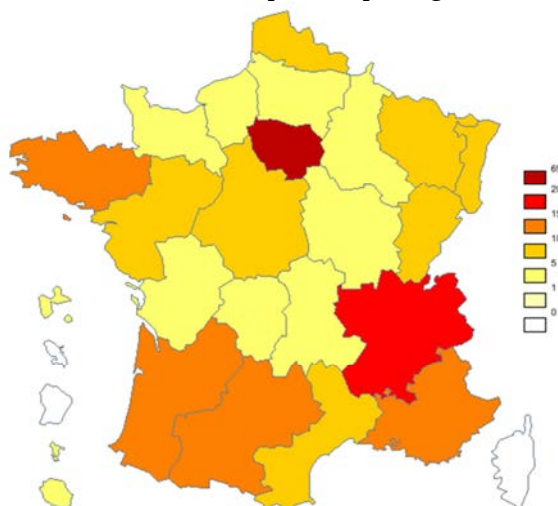
Répartition géographique

Les éditeurs ayant déclaré au moins un document dans l'année écoulée proviennent souvent d'Île-de-France (69 déposants, soit un tiers du total des 210 déposants, dont ils représentent 55% des dépôts), mais également des régions Rhône-Alpes (15 déposants) et Midi-Pyrénées (13 déposants). Toutes les régions métropolitaines sont représentées, à la seule exception de la Corse. Les territoires d'outre-mer sont représentés par 10 déposants, dont 4 en Guadeloupe et 4 à la Réunion.

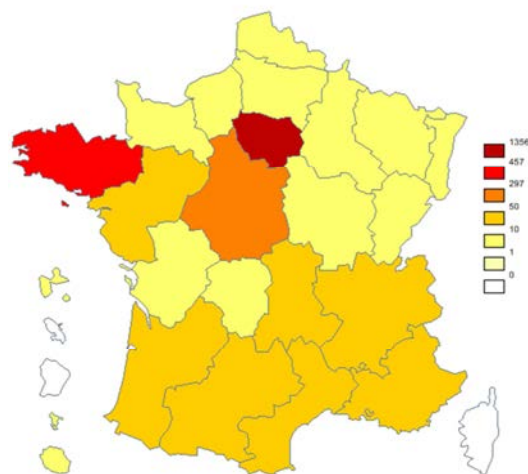
⁸ Comme pour les années antérieures, cette dénomination recouvre, outre les cartes, plans et atlas, tout document dont la carte est l'élément principal : jeux géographiques, guides de randonnées ou d'escalade, plans en relief, etc.

⁹ IGN = Institut national de l'information géographique et forestière

Nombre de déposants par région



Nombre de dépôts par région

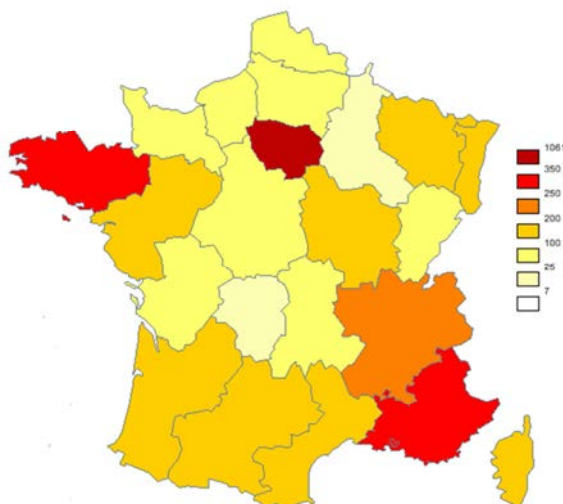


Concernant les territoires représentés par les documents cartographiques déposés en 2014 (sans nécessairement de lien avec leur lieu de production), il est significatif de constater que 1 417 des 1 917 documents décrits représentent toute ou partie de la France (74 %). Si on y ajoute le reste de l'Europe, ce pourcentage dépasse les 85 %. Les mers et océans, faisant l'objet d'un décompte spécifique, représentent 111 documents (5,8 %).

Pour les documents (hors feuilles appartenant à une série cartographique et par conséquent indexées à l'ensemble du territoire couvert par cette série) représentant un lieu précis du territoire métropolitain, les années 2012-2014 mettent en avant une forte prédominance de la région parisienne, seule à dépasser le seuil symbolique des 1 000 documents. Ce chiffre dépend directement de l'importante production cartographique de la RATP : lignes de bus, plans de sorties de métro, etc. La Bretagne et la région PACA font également l'objet d'une production cartographique conséquente, du fait d'une activité touristique littorale fournie (cartes de randonnée, de kayak, de navigation). A l'inverse, le Limousin est la région la moins couverte par les documents cartographiques reçus ces dernières années. Voici le détail, pour chaque région, du nombre de documents cartographiques isolés ayant été catalogués lors des trois années 2012-2014 :

Île-de-France	1 061
Bretagne	310
Provence-Alpes-CA	288
Rhône-Alpes	240
Aquitaine	197
Languedoc-Roussillon	169
Midi-Pyrénées	163
Pays-de-la-Loire	109
Bourgogne	105
Alsace	104
Lorraine	104
Corse	103
Basse-Normandie	94
Poitou-Charentes	89
Auvergne	85
Centre	63
Franche-Comté	52
Haute-Normandie	49
Nord-Pas-de-Calais	48
Picardie	35
Champagne-Ardenne	16
Limousin	8

Nombre de dépôts par région représentée



Documents graphiques et photographiques

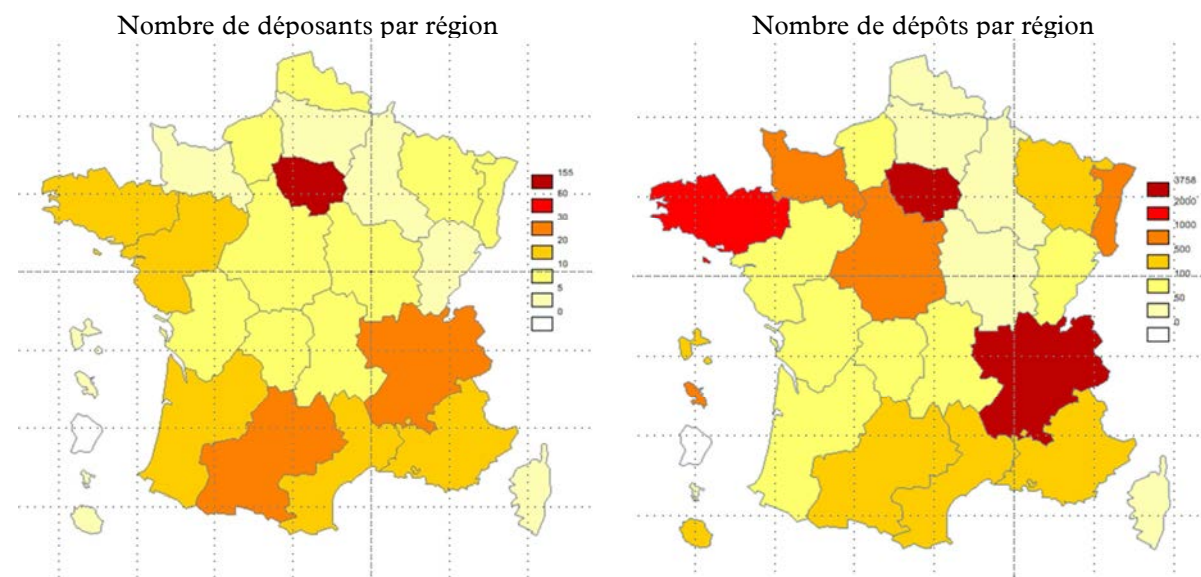
Chargé du dépôt légal des documents graphiques et photographiques, le département des Estampes et de la photographie collecte et conserve une grande variété de types de documents : estampes, affiches, livres d'artiste, mais aussi posters, calendriers, marque-pages, cartes postales ou cartes publicitaires, etc. Plusieurs secteurs du département traitent ce dépôt légal éditeur et imprimeur selon la nature du document déposé : Estampes et livres graphiques, Affiches, Imagerie, Photographie.

On notera en préambule que l'arrivée des technologies numériques provoque des changements profonds dans la création artistique (passage du support papier au support numérique) et les modes de diffusion des images, changements qui ont des répercussions importantes sur le dépôt légal, quel que soit le secteur concerné. L'augmentation en 2013 du nombre de documents enregistrés au titre du dépôt légal, due à un chantier de rattrapage dans le traitement de l'imagerie, ne doit pas dissimuler une stagnation du nombre de documents reçus.

Toutes filières confondues, 369 déposants ont effectué 2 505 dépôts qui représentent 14 296 documents en 2014, montrant une certaine stabilité par rapport à l'année précédente.

	2013		2014	
	Nb dépôts	Documents déposés	Nb dépôts	Documents déposés
Imagerie	1 422	12 082	1 630	12 162
Affiche	124	923	258	1 350
Gravure-estampe	577	758	569	691
Livre d'artiste	135	153	40	71
Photographie	31	114	8	22
Totaux	2 289	14 030	2 505	14 296

La production éditoriale en région n'est pas révélatrice d'un nombre important de déposants. La cartographie ci-dessous évoque un nombre moindre d'éditeurs ou groupes éditoriaux, qui sont toutefois bien implantés et très actifs dans leur région. Bien que l'île-de-France concentre le plus grand nombre de déposants (155), elle publie cependant légèrement moins de documents graphiques et photographiques que la Région Rhône-Alpes dont le nombre de déposants est nettement inférieur (25). Leurs productions (supérieur à 3 500 unités) peuvent s'expliquer par l'activité économique globalement plus prospère de ces deux grandes régions sur le territoire français. D'autres régions comme la Bretagne, la Basse-Normandie, l'Alsace demeurent aussi très dynamiques. Quant à la Martinique, les chiffres 2014 illustrent une production cumulée d'images des années antérieures.



Estampe contemporaine

Documents collectés : Estampes contemporaines (en planche ou en portfolio), Livres d'artistes, Graphzines (ou livres graphiques), Publications d'artistes (jeux, cartes postales, posters, flyers, stickers, badges, ephemera d'artistes, toute création originale imprimée, multipliée, éditée, de préférence sur support papier).

Par rapport à 2013, on constate en 2014 une relative stabilité.

Comme les années précédentes, la majorité des déposants s'autoédite : les artistes, depuis toujours « auto-éditeurs », impriment et diffusent eux-mêmes leurs estampes, mais cette tendance s'accroît avec la fermeture de plusieurs imprimeurs ces dernières années. Les éditeurs occasionnels (centres d'art, musées, écoles des beaux-arts, etc.) sont de plus en plus nombreux. Les associations de gravure, éditant des gravures commercialisées par souscription, font partie des déposants réguliers : le nombre de leurs éditions ne décroît pas.

Alors que, dans le passé, les professions d'imprimeur et d'éditeur étaient bien distinctes, elles tendent à se confondre actuellement : les éditeurs sont de moins en moins nombreux, ce qui contraint les imprimeurs à devenir eux-mêmes éditeurs. Dans la mesure où le nombre des imprimeurs eux-mêmes diminue, la production d'estampes décroît, première explication à l'érosion du nombre de documents déposés. Par ailleurs, on constate une diminution du nombre de tirages auxquels procèdent les artistes et les éditeurs : la loi ne prévoit pas un chiffre de tirage minimum à partir duquel le dépôt doit être effectué. Les tirages tendent à la rareté, étant souvent repris manuellement par les artistes : il est alors difficile de demander un dépôt pour des œuvres uniques. Il n'est pas rare, notamment avec les techniques numériques, que ce tirage soit de 10-15 épreuves. Le prix de vente de ces estampes est alors élevé, non seulement parce que le coût de fabrication est important, mais aussi parce que l'épreuve est rare. Le développement des impressions à la demande a pour conséquence, bien souvent, l'absence d'une épreuve réservée au dépôt légal.

Affiche

En 2014, environ un millier d'affiches ont été déposées au titre des deux types de dépôts, dépôt légal Editeur et dépôt légal Imprimeur. Ce chiffre est globalement stable depuis 2011, année qui, comparée aux années précédentes, accusait une baisse radicale en raison de la liquidation judiciaire de la plus importante imprimerie spécialisée en grands formats en Ile de France (*Impression & services*). Ces dernières années, des dons importants d'affiches contemporaines (affiches de graphistes, affiches d'expositions, affiches politiques,...) sont venus enrichir les collections d'affiches et compléter largement le dépôt légal.

Imagerie

En 2014, 85 % des dépôts reçus au département des Estampes et de la photographie concerne le secteur de l'imagerie. 12 162 documents ont été traités, comme l'année antérieure. Ce maintien s'explique en partie par le traitement rétrospectif des dépôts de l'année 2013 et d'une légère progression du nombre de déposants actifs. 46 déposants supplémentaires se sont ainsi manifestés accentuant une augmentation régulière. Ils sont pour une part éditeurs professionnels, issus du secteur traditionnel du livre pour les albums à colorier, autocollants et autres livres d'image. Les déposants du secteur de la carterie et, dans une moindre part, les associations, les collectivités locales ou les auto-éditeurs viennent compléter la liste.

Les dix déposants les plus actifs contribuent à verser près de 8 000 documents dont près de 93 % relèvent du domaine de la carterie.

Le secteur de l'imagerie sur le territoire français en métropole

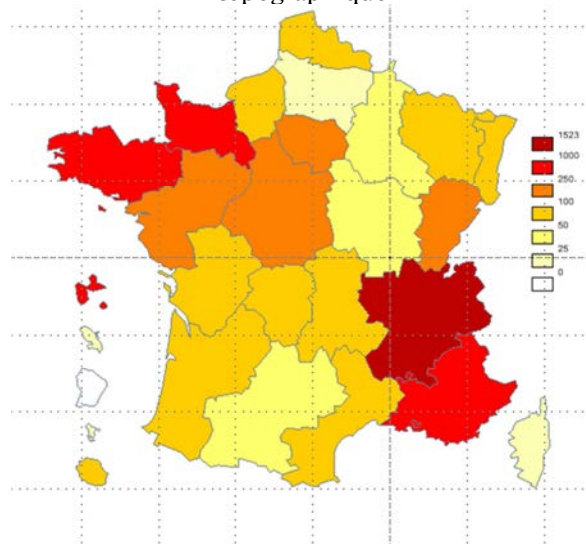
La répartition géographique des déposants évolue légèrement : 72 départements sont représentés pour 252 déposants métropolitains. Plus d'un tiers de ces déposants sont franciliens (98). On constate fréquemment que seuls, un ou deux éditeurs déposent par département, ce qui peut laisser penser que le dépôt légal des documents iconographiques demeure encore méconnu d'une partie des professionnels, particulièrement en région malgré une très légère progression du nombre de déposants.

Les documents ayant un contenu topographique représentant un site naturel, culturel, ou encore un paysage urbain, que précise leur titre ou leur légende, sont classés dans les collections par département administratif. Cette année, à l’occasion de la thématique sur le territoire, nous avons établi une vue de l’édition iconographique de la France à partir de ce classement. Le tourisme en France est le principal moteur de ces publications et nous constatons que le quart Sud-Est demeure très largement représenté. En second plan, l’Ouest et l’Île-de-France tiennent un rang honorable.

Les départements de l’Outre-mer sont également bien représentés : 10 déposants répartis sur les Antilles françaises, La Réunion, la Nouvelle-Calédonie et Mayotte. Les éditeurs déposent leurs productions dans les Bibliothèques des régions d’Outre-mer habilitées à recevoir le dépôt légal et nous reversent par la suite le second exemplaire.

Ont été traités 1 187 documents iconographiques, pour 36 dépôts effectués ; ces documents constituent pour l’essentiel des cartes postales et de fantaisie, des calendriers illustrés, des cartes à jouer. Ils sont un bel échantillon de la production contemporaine dans ces parties du globe. 748 d’entre eux illustrent des sites locaux (littoral, parcs naturels, villes, marchés, architecture locale...) essentiellement en Guadeloupe et à La Réunion.

Nombre de dépôts dont le contenu est topographique



Photographie

Le dépôt légal de la photographie a été alimenté jusqu’à l’avènement du numérique, essentiellement par les dépôts effectués par les agences de presse et par leur qualité de diffuseurs. Elles sont d’une part en grande difficulté eu égard à l’évolution de la presse, et d’autre part essentiellement centrées sur les images numériques depuis près de vingt ans. Le dépôt légal de tirages sur papier émanant de ces instances est par conséquent tari. Le dépôt légal d’œuvres photographiques proprement dites, doit être désormais considéré sous l’angle non pas d’une production documentaire, mais sous celui du marché de l’art. Les photographes, y compris de reportage, se tournent dorénavant vers la production coûteuse dès le départ, en peu d’exemplaires commercialisés par des galeries. Le dépôt légal ne peut que difficilement s’appliquer à ce type de production. Les photographies entrant dorénavant par dépôt légal sont les productions tout à fait marginales, proches de l’imagerie (par exemple en 2012 et 2013 : dépôt récent d’un corpus produit par Novotel-Groupe Accor pour la décoration de ses hôtels). Même si le dépôt légal tend à se tarir, les collections de photographie du département s’enrichissent par de larges donations, ainsi en 2014 les entrées par don représentent 2058 photographies contemporaines

Sites web

Cet observatoire s'intéresse uniquement aux résultats de la collecte large et ne concerne donc pas l'ensemble des contenus capturés au titre du dépôt légal de l'internet. En effet, les collectes « larges » annuelles, massives et entièrement automatisées, portent sur plusieurs milliards de fichiers et peuvent à ce titre être considérées comme représentatives. Les collectes « ciblées » en revanche prospectent plus spécifiquement certains champs.

La collecte large 2014 s'est déroulée d'octobre à décembre, sur une durée de 50 jours. Elle a permis d'archiver 1,7 milliard d'URL pour un volume de 67 To.

Photographie instantanée du web

Depuis 2007, l'AFNIC fournit la liste exhaustive des domaines en .fr et .re à la BnF. Depuis 2012, une convention avec l'OPT-NC (Office des Postes et Télécommunications de Nouvelle-Calédonie) permet d'obtenir les domaines en .nc. Et depuis 2013, la BnF a une convention avec un nouveau partenaire, OVH. Cette société de conseil en systèmes et logiciels informatiques est chargée d'attribuer et de gérer des noms de domaine de premier niveau du territoire français : elle fournit à la BnF une liste de 1,5 million de domaines hors .fr (notamment .com, .net, .info etc.) ce qui permet d'élargir encore la couverture du périmètre du dépôt légal (environ 60 % en 2014).

Ces différents noms de domaines ont été dédoublonnés et il apparaît que **955 050 nouveaux domaines ont été déclarés en France** depuis la collecte large 2013. La BnF a aussi réalisé des tests DNS sur l'ensemble des domaines enregistrés et a observé que **426 871 domaines avaient disparu depuis un an** (DNS *failed*) : cela montre bien tout l'intérêt de l'archivage du web qui met à disposition des chercheurs des sites qui ne sont plus visibles en ligne.

La collecte a été lancée uniquement sur les sites actifs (DNS *successful ou unknown*) qui contenaient donc au moins une page. **La liste de départ de 2014 avait 4 158 006 domaines actifs.**

Répartition des domaines de départ par TLD

TLD de départ (9 premiers + nc)	Domaines de départ	%
fr	2 543 312	61,2 %
com	946 574	22,8 %
net	153 931	3,7 %
org	117 986	2,8 %
eu	116 411	2,8 %
info	52 822	1,3 %
be	46 553	1,1 %
biz	38 444	0,9 %
re	19 319	0,5 %
nc	3 031	0,1 %
autres TLD	119 623	2,9 %

Depuis 2013, la proportion des domaines en .com est en augmentation grâce à l'apport de la liste d'OVH.

Répartition des domaines collectés par tranches d'URL

Tranches d'URL collectées	Domaines collectés	%
inférieur à 10	2 364 567	48,0 %
entre 10 et 3 000	2 470 046	50,1 %
supérieur à 3 000	95 845 (vérifier SSP)	1,9 %

Au total, 4 930 458 domaines différents ont été collectés¹⁰.

Répartition des URL collectées par TLD

TLD collectés (10 premiers)	URL collectées	%
fr	781 366 821	45,1 %
com	674 303 164	38,9 %
net	61 815 209	3,6 %
org	51 954 366	3,0 %
eu	21 983 710	1,3 %
de	13 775 789	0,8 %
be	9 476 830	0,6 %
info	9 139 961	0,5 %
uk	7 232 278	0,4 %
autres TLD	102 252 158	5,9 %

Un total de 1 733 300 286 URL ont été collectées. La part des TLD hors .fr reste importante grâce à l'apport de la liste OVH. Toutefois le .com est légèrement moins important que le .fr par rapport à 2013. Le .re a intégré la liste des 10 TLD les plus collectés.

Répartition des URL collectées par type MIME

Type MIME (par catégorie)	URL collectées	%	Poids (Go)	%
texte	937 758 654	54,1 %	25 681	20,7 %
image	699 750 816	40,4 %	38 231	30,8 %
application	82 732 174	4,8 %	24 140	19,5 %
video	1 168 656	0,1 %	26 376	21,3 %
audio	1 125 346	0,1 %	8 985	7,3 %

Les proportions entre les types MIME restent relativement stables par rapport à 2013. La proportion de fichiers texte a sensiblement progressé par rapport à 2013 où ils représentaient 49,7 % des URL collectées et 19,5 % du poids collecté. Les types MIME vidéo et audio sont également en légère progression, aussi bien en nombre d'URL collectées qu'en poids, au détriment des fichiers image et application.

Focus sur les régions et l'Outremer

En 2013, le nombre de gTLD (generic top-level domain) a été élargi au niveau international par l'ICANN ([Internet Corporation for Assigned Names and Numbers](#)) qui régle l'ensemble de ces TLD. Plusieurs extensions sont apparues ou ne vont pas tarder à apparaître en lien avec la France : des TLD de marque (.frogans, .ovh, .bnpparibas, etc.), des TLD communautaires (.banque, .mutuelle), des TLD de région (.paris depuis le 19/04/14, .bzh depuis le 17/06/14 ; .alsace .aquitaine et .corsica en 2015).

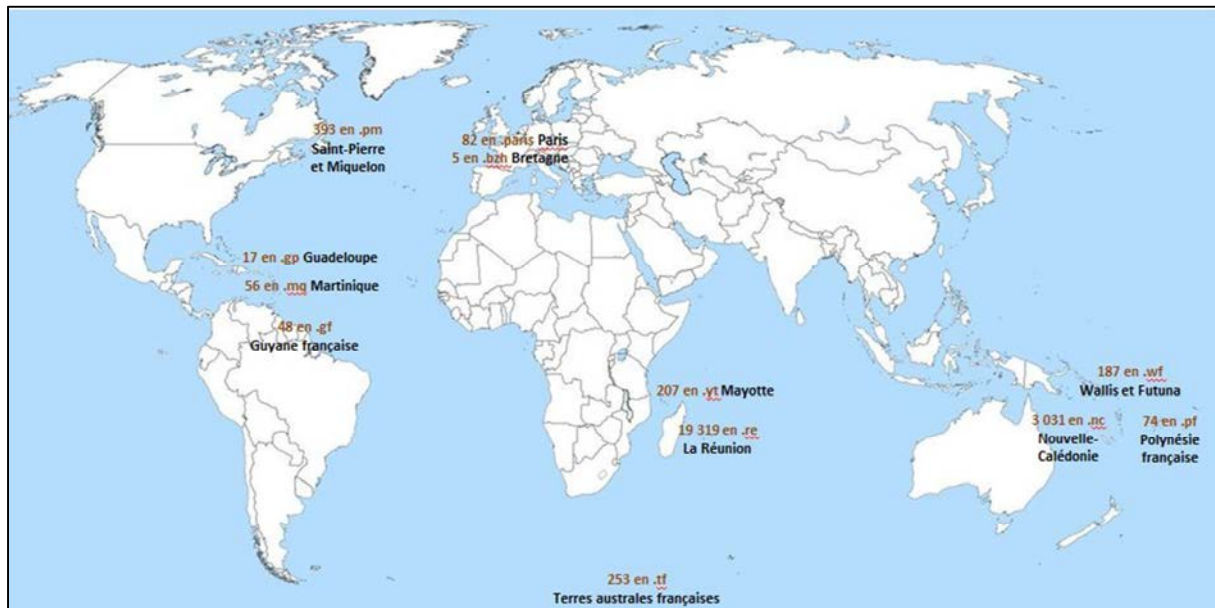
La BnF a souhaité porter une attention particulière aux deux **TLD de région en France** créés en 2014 parallèlement aux TLD plus anciens de l'Outremer. L'objectif était de mieux couvrir le périmètre de ces extensions géographiques. Pour .re (La Réunion) et .nc (Nouvelle-Calédonie), l'AFNIC et l'OPT-NC ont fourni à la BnF une liste complète des domaines déclarés. Pour les autres extensions, une veille a été faite selon deux méthodes :

¹⁰ La BnF alloue un volume identique à chaque domaine de départ (3 000 URL) fixé chaque année selon la taille de l'échantillon souhaité et du volume de stockage disponible. Par ailleurs, elle autorise les redirections pour la collecte des éléments embarqués, tels que les images. Ainsi, le nombre de domaines qui ont un total d'URL collectées supérieur au budget alloué regroupe notamment toutes les plateformes de stockage (Flickr, Googlecontent, etc.) ainsi que les sites de réseaux sociaux qui proposent d'épingler les sites que l'internaute « aime » (Facebook, Twitter, etc.).

Pour **.paris** et **.bzh**, l'AFNIC, la Mairie de Paris et l'association www.bzh ont fait une campagne de lancement en s'appuyant sur des ambassadeurs, c'est-à-dire des producteurs de site qui font la promotion de ces nouveaux TLD. Il a donc été facile de trouver la liste des nouveaux domaines en **.paris** sur le site web de la Mairie de Paris et des nouveaux domaines en **.bzh** *via* Google.

Pour l'**Outremer**, la recherche avancée du moteur de recherche Google a été exploitée. La BnF a utilisé la requête « site:.gf » (par exemple), avec « date = moins d'un an », et a copié tous les sites mentionnés sur les 4 premières pages de résultats.

La carte suivante fournit un panorama des **23 672 domaines actifs pour les TLD d'Outremer et de région**. La couverture du dépôt légal est complète pour **.bzh**, **.nc**, **.paris**, **.re** au moment de la constitution des listes (soit en juillet 2014). Il est curieux de noter qu'il y a davantage de sites actifs sur les extensions de petites îles que dans les Antilles mais le contenu est souvent plus restrictif : par exemple, les extensions **.yt** et **.wf** sont surtout utilisés pour des stockages de données ou des sites parking.



Comme il a été porté une attention particulière sur les TLD de départ pour les extensions de l'Outremer, il a semblé intéressant de procéder à un contrôle de réception particulier. Il a été décidé de prendre les 20 premiers domaines de chaque extension et de les consulter dans les archives de l'internet. Il ressort que les sites des îles peu fréquentées (**.tf** et **.wf**) sont souvent des réservations de domaines sans réels contenus.

Certaines sociétés ont un site pour chaque TLD, comme Bnp Paribas ou Air France, mais avec des stratégies de publication différentes. BnF Paribas a développé des sites spécifiques basés sur un même modèle graphique mais avec un contenu propre à chaque région (ex : bnpparibas.gf pour la Guyane, bnpparibas.mq pour la Martinique, etc.). D'autres sociétés ont acheté un nom de domaines avec des TLD pour chaque région, mais ces noms de domaine renvoient au site principal (ex : Air France possède les domaines airfrance.gf, airfrance.mq, etc. mais tous renvoient vers airfrance.com. Seul le formulaire de recherche pour réserver un vol est pré-rempli avec les données de la région).

Un certain nombre de sites sont des noms de domaines réservés mais ne correspondent pas à des sites actifs : les sites n'existent pas encore (ex : autumn.mq, 67.pm, alt.tf), sont encore en cours de création (ex : accointance.pm, ach.tf) ou sont en vente (ex : apartment.wf, clothes.mq).

On retrouve sinon les mêmes catégories de sites que pour les autres TLD : des sites personnels (ex : 8h00.pm), des sites de commerce (ex : cyphoma.mq, deessepearls.pf, dissi.gf, catonmedia.mq), des sites de sociétés ou d'institutions (ex : bosch.mq, api.pf, ecofog.gf), des sites de radio et de télévision (ex : atv.mq), des sites politiques ou associatifs (ex : cippa.gp, alter.gf), des sites de presse (ex : antilla.mq), etc.

Liste des indicateurs proposés dans le réservoir

Indicateurs	Fichier de consultation
Nombre de livres reçus par dépôt légal	Livres imprimés
Tirage initial médian	Livres imprimés
Prix moyen des ouvrages	Livres imprimés
Nombre de dépôts et déposants répartis selon le nombre de dépôts annuels par déposant	Livres imprimés
Nombre de dépôts et déposants par département et région de déposants	Livres imprimés
Nombre de dépôts et déposants par catégorie de déposants	Livres imprimés
Liste des 50 principaux déposants par année de dépôt	Livres imprimés
Nombre de dépôts répartis par tranches de tirage initial	Livres imprimés
Lieu d'impression - synthèse	Livres imprimés
Lieu d'impression - détail France	Livres imprimés
Lieu d'impression - détail par pays	Livres imprimés
Nombre de livres signalés dans la Bibliographie nationale française - répartition par classe thématique	Livres imprimés
Nombre de livres par genres (documentaires et fictions)	Livres imprimés
Nombre de publications officielles	Livres imprimés
Nombre de publications jeunesse	Livres imprimés
Nombre de coffrets par thématique	Livre imprimés
Répartition par pays de publication - synthèse	Livres imprimés
Répartition par pays de publication - détail par année	Livres imprimés
Répartition par langue de publication - synthèse	Livres imprimés
Répartition par langue de publication - détail par année	Livres imprimés
Nombre de livres en langue originale ou traduits	Livres imprimés
Ouvrages traduits par langue originale - synthèse	Livres imprimés
Ouvrages traduits par langue originale - détail par année	Livres imprimés
Nombre de notices de nouvelles collections éditoriales parues dans la Bibliographie nationale française - publications en série	Livres imprimés
Nombre de livres appartenant à une collection éditoriale	Livres imprimés
Nombre de livres jeunesse appartenant à une collection éditoriale	Livres imprimés
Siècles de naissance des auteurs Nouveau	Livres imprimés
Années (+/- 70 ans) entre décès de l'auteur et publication Nouveau	Livres imprimés
Volumétries générales titres vivants	Périodiques imprimés
Nombre de nouveaux titres par thématique	Périodiques imprimés

Indicateurs	Fichier de consultation
Nombre de titres vivants par thématique	Périodiques imprimés
Nombre de titres vivants par date de parution Nouveau	Périodiques imprimés
Nombre de titres vivants par pays	Périodiques imprimés
Nombre de titres vivants par pays - zoom France	Périodiques imprimés
Nombre de titres vivants par pays et thématique	Périodiques imprimés
Nombre de titres vivants par région France et thématique	Périodiques imprimés
Nombre de titres vivants par langue	Périodiques imprimés
Nombre de titres vivants par langue et thématique	Périodiques imprimés
Nombre de titres vivants par périodicité	Périodiques imprimés
Nombre de titres vivants par périodicité et thématique	Périodiques imprimés
Nombre de titres vivants édition publique	Périodiques imprimés
Nombre de titres vivants édition publique par périodicité	Périodiques imprimés
Nombre de titres vivants édition publique par thématique	Périodiques imprimés
Nombre de titres vivants outre-mer et thématique	Périodiques imprimés
Nombre de titres vivants outre-mer par langue	Périodiques imprimés
Nombre de titres vivants outre-mer et édition publique	Périodiques imprimés
Nombre de titres vivants outre-mer et périodicité	Périodiques imprimés
Nombre de changements de titres, fusions, scissions, absorptions par année	Périodiques imprimés
Nombre de changements de titres, fusions, scissions, absorptions par pays et par année	Périodiques imprimés
Nombre de changements de titres, fusions, scissions, absorptions par langue et par année	Périodiques imprimés
Nombre de changements de titres, fusions, scissions, absorptions par périodicité et par année	Périodiques imprimés
Nombre de changements de titres, fusions, scissions, absorptions par édition publique et par année	Périodiques imprimés
Nombre de changements de titres, fusions, scissions, absorptions par thématique et par année	Périodiques imprimés
Nombre de cessations de parution par année	Périodiques imprimés
Nombre de cessations de parution par pays et par année	Périodiques imprimés
Nombre de cessations de parution par langue et par année	Périodiques imprimés
Nombre de cessations de parution par périodicité et par année	Périodiques imprimés
Nombre de cessations de parution par édition publique et par année	Périodiques imprimés
Nombre de cessations de parution par thématique et par année	Périodiques imprimés
Nombre de cessations de parution par âge des publications	Périodiques imprimés
Nombre de migrations de support par type de migration	Périodiques imprimés
Nombre de migrations par pays et région	Périodiques imprimés

Indicateurs	Fichier de consultation
Nombre de migrations par langue	Périodiques imprimés
Nombre de migrations par édition publique	Périodiques imprimés
Nombre de migrations par périodicité	Périodiques imprimés
Nombre de migrations par thématique	Périodiques imprimés
Nombre de nouveaux titres par pays et année	Périodiques imprimés
Nombre de nouveaux titres par langue et année	Périodiques imprimés
Nombre de nouveaux titres par périodicité et année	Périodiques imprimés
Nombre de nouveaux titres par public et année	Périodiques imprimés
Nombre de nouveaux titres par types de publications en série et année	Périodiques imprimés
Nombre de nouveaux titres par édition publique et année	Périodiques imprimés
Nombre de nouveaux titres par forme d'édition et année	Périodiques imprimés
Nombre de nouveaux titres par type de périodique et année	Périodiques imprimés
Nombre de nouveaux titres de magazines par thématique	Périodiques imprimés
Nombre de nouveaux titres de presse professionnelle par thématique	Périodiques imprimés
Nombre de nouveaux titres de presse académique par thématique	Périodiques imprimés
Nombre de nouveaux titres de presse d'expression politique par thématique	Périodiques imprimés
Nombre de nouveaux titres de presse syndicale par thématique	Périodiques imprimés
Nombre de nouveaux titres de presse confessionnelle par thématique	Périodiques imprimés
Nombre de nouveaux titres de presse associative par thématique	Périodiques imprimés
Nombre de documents audiovisuels reçus par dépôt légal	Audiovisuel
Nombre de documents audiovisuels par grande classe thématique par année	Audiovisuel
Nombre de documents audiovisuels par genre audiovisuel et année	Audiovisuel
Nombre de documents audiovisuels par genre multisupport et année	Audiovisuel
Nombre de documents audiovisuels par mode de diffusion et année	Audiovisuel
Nombre de documents audiovisuels par public ou fonction et année	Audiovisuel
Nombre de documents audiovisuels par forme et année	Audiovisuel
Nombre de documents audiovisuels par pays de publication et année	Audiovisuel
Nombre de documents audiovisuels par langue de publication et année	Audiovisuel
Nombre de documents audiovisuels par langue originale et année	Audiovisuel
Nombre de dépôts et déposants répartis selon le nombre de dépôts annuels par déposant – Phonogrammes	Audiovisuel
Liste des 10 principaux déposants par année de dépôt - Phonogrammes	Audiovisuel
Nombre de déposants par département et région déposant - Phonogrammes	Audiovisuel

Indicateurs	Fichier de consultation
Nombre de dépôts par département et région déposant - Phonogrammes	Audiovisuel
Nombre de phonogrammes par support et année	Audiovisuel
Nombre de dépôts et déposants répartis selon le nombre de dépôts annuels par déposant – Vidéogrammes	Audiovisuel
Liste des 10 principaux déposants par année de dépôt - Vidéogrammes	Audiovisuel
Nombre de déposants par département et région déposant - Vidéogrammes	Audiovisuel
Nombre de dépôts par département et région déposant - Vidéogrammes	Audiovisuel
Nombre de vidéogrammes par support et année	Audiovisuel
Nombre de dépôts et déposants répartis selon le nombre de dépôts annuels par déposant – Multimédias multisupports	Audiovisuel
Liste des 10 principaux déposants par année de dépôt - Multimédias multisupports	Audiovisuel
Nombre de déposants par département et région déposant - Multimédias multisupports	Audiovisuel
Nombre de dépôts par département et région déposant - Multimédias multisupports	Audiovisuel
Nombre de multimédias multisupports par support et année	Audiovisuel
Nombre de dépôts et déposants répartis selon le nombre de dépôts annuels par déposant – Multimédias monosupport	Audiovisuel
Liste des 10 principaux déposants par année de dépôt - Multimédias monosupport	Audiovisuel
Nombre de déposants par département et région déposant - Multimédias monosupport	Audiovisuel
Nombre de dépôts par département et région déposant - Multimédias monosupport	Audiovisuel
Nombre de multimédias monosupport par support et année	Audiovisuel
Nombre de périodiques multimédias monosupport par support et année	Audiovisuel
Nombre de documents musique imprimée reçus par dépôt légal	Musique imprimée
Nombre de dépôts et déposants musique imprimée par catégorie déposant	Musique imprimée
Nombre de dépôts et déposants musique imprimée par région déposant	Musique imprimée
Liste des 20 principaux déposants par année de dépôt	Musique imprimée
Nombre de notices de musique imprimée parues dans la Bibliographie nationale française	Musique imprimée
Répartition par langue (musique vocale) - synthèse	Musique imprimée
Nombre de documents cartographiques reçus par dépôt légal	Documents cartographiques
Nombre des dépôts et déposants par catégorie de déposants	Documents cartographiques
Nombre des dépôts et déposants par département et région de déposants	Documents cartographiques
Liste des 10 principaux déposants par année de dépôt	Documents cartographiques
Nombre de documents cartographiques signalés dans la bibliographie nationale - répartition par classe thématique	Documents cartographiques
Nombre de documents par type de document	Documents cartographiques
Nombre de dépôts et documents reçus par dépôt légal	Estampes

Indicateurs	Fichier de consultation
Nombre de dépôts et déposants par région (2014-)	Estampes
Typologie (2013-)	Estampes
Liste des 10 principaux déposants par année de dépôt - Imagerie	Estampes
Nombre de déposants par localisation géographique - Imagerie	Estampes
Nombre de documents par nature - Imagerie	Estampes
Liste des 10 principaux déposants par année de dépôt - Affiche	Estampes
Nombre de déposants par localisation géographique - Affiche	Estampes
Nombre de documents par nature - Affiche	Estampes
Liste des 10 principaux déposants par année de dépôt - Estampe	Estampes
Nombre de déposants par localisation géographique -- Estampe	Estampes
Nombre de documents par nature - Estampe	Estampes
Liste des 10 principaux déposants par année de dépôt - Livre d'artiste	Estampes
Nombre de déposants par localisation géographique- livre d'artiste	Estampes
Liste des déposants par année de dépôt - Photographie	Estampes
Nombre de déposants par localisation géographique- Photographie	Estampes
Nombre de documents par nature - Photographie	Estampes
Indicateurs généraux des sites collectés	Sites web
Top 100 des domaines	Sites web
Tranches d'URL collectées par domaines collectés	Sites web
Code réponse HTTP – synthèse	Sites web
Code réponse HTTP – détail	Sites web
5 premiers types MIME en URL (par catégorie) – synthèse	Sites web
5 premiers types MIME en URL (par catégorie) – détail	Sites web
5 premiers types MIME en poids – synthèse	Sites web
5 premiers types MIME en poids – détail	Sites web
10 premiers TLD de départ	Sites web
TLD collectés (URL)	Sites web
TLD collectés (poids)	Sites web